**A Bruxelles, le VOTE UTILE c’est DROITE POPULAIRE**

**DROITE POPULAIRE** est le seul parti Libéral-Conservateur. Il prône la liberté individuelle, la propriété privée et l’économie de marché, mais il reconnaît aussi la valeur des traditions, de l’ordre et de l’autorité comme sources de légitimité. Il s’oppose aux réformes radicales ou utopiques qui visent à transformer la société selon des principes irrationnels.

Les électeurs bruxellois doivent cesser de voter pour des partis qui n’ont dans leur programme que l’augmentation des taxes et impôts et l’établissement de nouvelles interdictions et obligations de toutes sortes comme de la restriction à posséder comme on l’entend de ses propres biens (voiture, maison, etc). Du PTB au MR, tous les partis détruisent le tissu économique bruxellois et les libertés individuelles.

Nous disons non à l’Evras qui ouvre la porte des écoles aux militants d’extrême-gauche, transsexuels et homosexuels. Non à l’extension à 5 mois de la possibilité d’avortement. Non à tout ce qui déstructure la société.

Sur ces deux mesures sociétales la première a déjà été votée à l’UNANIMITE de tous les partis francophones ; du PTB au MR.

Sur la seconde ces mêmes partis ont été jusqu’à présent empêchés de la voter par les partis flamands de droite ; mais cela ne durera pas car tous les partis francophones veulent adopter cette mesure.

**DROITE POPULAIRE** s’oppose à ce que l’on réécrive notre histoire et exige le maintien de notre patrimoine. Nous nous opposons donc au déboulonnage des statues et au changement du nom de nos rues, car il s’agit de notre histoire, notre culture et notre identité. Nous exigeons des sanctions sévères pour ceux qui vandalisent notre patrimoine.

Nous sommes le seul parti francophone à nous opposer fermement contre ces dérives sociétales.

**DROITE POPULAIRE** est le seul parti francophone à s’opposer fermement à la « culture woke » le nouveau cancer néo-marxiste découlant de l’enseignement du philosophe Marcuse obsessionnellement anti-occidental. Le wokisme prétend défendre des identités, pas des individus. Qu'un individu change de sexe, grand bien lui fasse, mais qu'on contraigne par la loi à utiliser des nouveaux pronoms, une nouvelle orthographe et à remodeler toute la société - car c'est par le langage et la coercition que les régimes totalitaires s'imposent - alors cela n'est plus une liberté individuelle, mais un problème pour tous. Cela peut aller jusqu'à autoriser des enfants avant l'adolescence à prendre des hormones et des jeunes adolescents à se faire charcuter pour changer de sexe.

**DROITE POPULAIRE** est le seul parti politique sérieux et crédible à la droite du MR. Il est issu de la fusion des listes électorales du PARTI POPULAIRE, de LA DROITE et des LISTES DESTEXHE. Il a été fondé car la Belgique francophone souffre de l'absence d'un parti libéral-conservateur capable de proposer des alternatives de droite comme cela existe en Flandre. Et cela car le MR n’est plus qu’un parti de nantis qui défend uniquement les très hauts revenus. Le MR se désintéresse des classes moyennes qu’il a abandonnées à leur sort ; la seule préoccupation de ses dirigeants est de trouver des compromis avec les partis de gauche pour partager le pouvoir et ses avantages. Le MR ne parvient plus à défendre une vision politique claire et cohérente. Désormais, il se situe au centre-gauche.

Un nouveau souffle doit donc arriver avec notre parti-citoyen composé de non-professionnels de la politique. La transparence et la bonne gestion doivent désormais être le mot d’ordre général.

Il faut refédéraliser des compétences, disséminées entre État fédéral, Régions et Communautés, dont de manière urgente la Santé, l’Environnement, l’Énergie et le Commerce extérieur (plus de vingt Ministres s’en occupent aujourd’hui). Il faut passer aux actes immédiatement en supprimant les niveaux de pouvoir inutiles et les privilèges indus. Il faut également sortir de la logique politique qui n’impose que des interdictions, obligations et taxations. C’est pourquoi l’instauration du référendum d’initiative populaire est à notre programme.

Notre parti exige également la restauration du droit de pouvoir payer partout, et en toute circonstance, en cash et sans être obligé d’utiliser des cartes de paiement. C’est une des conditions sine qua non pour que le citoyen puisse exercer pleinement ses droits.

Les décisions semblent être prises sans réel regard critique, elles suscitent une inquiétude légitime pour les années à venir. Il est impératif de redonner aux individus leurs droits de citoyen.

***A Bruxelles désormais le principal problème est la mobilité ;***

***la seule solution pour la rétablir est de libérer l’usage de la voiture car***

***VOTRE VOITURE C’EST VOTRE LIBERTE***

Bruxelles, traverse actuellement une période critique mettant en péril la qualité de vie de ses habitants et la vitalité de son tissu économique et de ses commerces.

**DROITE POPULAIRE** est le seul parti qui exige :

* L’interdiction des trottinettes électriques, comme à Paris, Montréal et d’autres grandes villes européennes
* L’obligation pour les cyclistes de posséder un brevet et leur respect intégral du code de la route sans passe-droit
* L’immatriculation (plaque arrière) de tous les deux roues, le payement d’une taxe de roulage par ceux-ci, et la souscription d’une assurance pour les dégâts aux tiers
* La suppression totale du Plan Good Move qui ne doit pas être aménagé mais aboli
* Le retour aux anciennes vitesses 70km/h et 50km/h. La limitation à 30km/h devant être strictement limitée aux rues résidentielles
* La suppression complète de tous les parcmètres (des bandits manchots) et l’instauration d’une Zone Bleue unique dans toute la Région limitée aux heures de bureau
* La fin du racket des automobilistes à qui on fait de manière permanente les poches. C’est donc NON à la Taxe de circulation au kilomètre parcouru
* Le démantèlement de TOUS les RADARS installés depuis 2019
* Le démantèlement des milliers de caméras de surveillance installées et auxquelles il va suffire d’adjoindre un logiciel de reconnaissance faciale couplé à l’intelligence artificielle pour que les bruxellois vivent dans un régime dictatorial de surveillance pire que celui de la Chine communiste
* La construction de cinq lignes de métros supplémentaires afin que la STIB desserve mieux des communes comme Uccle, Watermael-Boitsfort, Haren, Laeken, Neder-over-Hembeek, Jette, Ganshoren et Berchem Ste Agathe

**DROITE POPULAIRE** s’oppose également à la Zone de Basse Emission qui avec l’instauration des normes Euro des carburants prive des milliers de bruxellois de l'usage de leur voiture ; une voiture qui est leur propriété. De même tous les projets de limitation du droit de circuler en SUV sont rejetés par notre parti comme une limitation de nos libertés individuelles.

Il est indécent de demander aux Bruxellois gagnant 2.400€ net/mois, soit 16€/h de les forcer à payer 5€/heure pour stationner leur voiture. D’autant que ces 2.400 € sont le revenu médian et que plus de 30% des bruxellois ont un revenu inférieur.

La politique verte anti-voitures a supprimé des dizaines de milliers de places de parking. Cela doit cesser, il faut rétablir ces places et construire partout où c’est possible des parkings publics mais en ouvrant l’exploitation à la concurrence afin d’avoir des tarifs concurrentiels au profit des citoyens.

La fluidité du trafic est un autre problème à résoudre de manière urgente. Il faut cesser de provoquer volontairement des embouteillages en supprimant des bandes de circulation, car cela est non seulement source de pollution mais aussi de baisse de la productivité des entreprises, le cœur de l’activité et de la richesse de la Région.

Un autre problème crucial est le logement et la multiplication d’immeubles de logements non-conformes. Une plaie due au laxisme des autorités face aux « marchands de sommeil ». DROITE POPULAIRE veut instaurer une législation stricte sur les standards minimum des logements proposés à la location : surface minimale, présence de sanitaires et installations électriques conformes aux normes et autorisation administrative à chaque mise en location.

***Le 9 juin 2024, voter DROITE POPULAIRE, c’est le retour au bon sens***

Pour la DROITE POPULAIRE, l’ambition qu’il faut avoir pour la Belgique est qu’elle soit le premier pays à avoir éradiqué la pauvreté, d’avoir donné un toit à tous ses SDF et assuré à ses seniors pensionnés un revenu décent pour leur permettre une fin de vie digne. Nous exigeons donc l’instauration du **droit à une pension minimale indexée de 1.850 euros nets** dès 65 ans pour chaque citoyen du pays, et ce dès cette année, avec attribution automatique du statut BIM (Bénéficiaire de l’Indemnité Majorée) pour ceux qui n’ont pas d’autres revenus. Les hautes pensions doivent en compensation être plafonnées. Nous proposons de diminuer immédiatement les cotisations sociales sur les bas et moyens salaires pour que chaque salarié et fonctionnaire bénéficie d’une augmentation de 150 euros net par semaine, sans augmentation de charges pour l’employeur, et que le **salaire net minimum s’établisse immédiatement à 2.000 euros.** Nous exigeons la suppression des droits de successions et du précompte immobilier sur l’habitation familiale et la suppression de l’impôt sur les premiers 20.000 euros de revenus annuels.

Ceci sera financé par une baisse drastique des dépenses des pouvoirs publics et notamment des subsides alloués aux ASBL, ONG et autre organisations militantes. Car il faut que chaque citoyen sache qu’avec l’argent de ses impôts c’est plus de 60 milliards d’euros qui sont distribués en subsides, chaque année, par l’ensemble des pouvoirs publics du pays (fédéral, communautés, régions, provinces, communes et parastataux divers). Ces 60 milliards représentent un peu plus de 10% du PIB. En comparaison, le budget de la Justice est (hors bâtiments) de 0,9%, celui de la Police de 0,7% et celui de la Défense nationale de 1,2%. Ces trois domaines régaliens sont donc financés avec moins de 3% du PIB à mettre en parallèle avec les plus de 10% alloués aux associations diverses.

**DROITE POPULAIRE** veut diviser par trois ces subsides. Vingt milliards doivent être restitués aux contribuables (particuliers, indépendants et entreprises) par une baisse massive des charges sociales sur les salaires, une baisse des impôts et de la multitude de taxes sur la consommation, pour exonérer de toute charge fiscale l’acquisition et la jouissance du logement familial.

Vingt autres milliards doivent être transférés pour refinancer des ministères importants comme ceux de la Justice, de l’Intérieur et de la Défense ; mais aussi la remise en état de l’ensemble du réseau routier dans un état lamentable. Enfin ce transfert de financement permettra d’améliorer le secteur des soins de santé et celui des pensions.

Il faut que le citoyen sache que dans les 60 milliards de subsides aux associations se cache également un véritable « braquage » des ressources financières du pays par les partis politiques : un nombre invraisemblable de centaines de millions d’euros servent à financer les sections « jeunes » « étudiants », « femmes » et « seniors » des partis politiques, des structures syndicales et mutuellistes au travers de la législation dites de l’ « l’éducation permanente ». Une deuxième dotation publique, autrement nommée, qui alimente les caisses des partis et de leurs satellites.

Le nombre de mandats politiques doit être diminué de façon radicale en simplifiant les structures de l'État et en supprimant les ASBL, intercommunales, régies et sociétés publiques inutiles qui coûtent de l’argent au contribuable.

Selon leurs sites internet, hors budgets des Zones de Police, la Région bruxelloise et ses 19 communes dépensent ensemble plus de 15,5 milliards d’euros par an, ce qui n’inclut pas les dépenses des structures parapubliques, dans des budgets opaques, mais ce qui inclut, rien que pour la Région plus de 225 millions de subsides à diverses ASBL privées ; auxquels s’ajoutent les subsides communaux estimés à plus de 100 millions. Désormais pour toutes ces structures opaques liées aux partis politiques c’est Saint-Nicolas tous les jours y compris en été. Le tout avec l’argent du contribuable qui est lourdement ponctionné sur le fruit de son travail.

Les mandats politiques rémunérés sont pléthoriques à Bruxelles: 685 conseillers communaux, 170 échevins et bourgmestres, 229 conseillers de CPAS, auxquels s’ajoutent 19 présidents de CPAS qui encaissent les mêmes sommes que les échevins, 89 députés, 5 ministres et 3 secrétaires d’Etat.

S’y ajoutent des centaines de mandats rémunérés dans les conseils de police, les asbl communales, les régies régionales et autres sociétés de droit public. Le tout payé avec la fiscalité la plus élevée de toute l’Union européenne ; une fiscalité confiscatoire qui se cache aussi de manière insidieuse dans l’augmentation constante des redevances de parkings et les amendes routières. Un racket organisé par les dirigeants politiques de tous bords.

Il est donc urgent de diminuer drastiquement le nombre de structures et institutions parallèlement à une diminution importante du nombre pléthorique de mandats politiques.

Les seules structures qui sont en pénurie de personnel sont les Zones de Police indispensables pour la sécurité des citoyens, la première des libertés. Notre parti se positionne donc clairement pour un renforcement des normes du cadre d’effectifs des six zones. Mais aussi pour que les zones bruxelloise soient dispensées d’assurer les services d’ordre des grands évènements se déroulant à Bruxelles : réunions européennes et internationales, match sportifs nationaux et internationaux, manifestations syndicales et citoyennes nationales et internationales. Ces évènements doivent être encadrés exclusivement par une force de police fédérale dédiée.

Mais pour renforcer sérieusement la sécurité des bruxellois il faut créer dans la Région une Compagnie de Police et de Sécurité, de 500 hommes, casernée sur le territoire régional. Elle sera chargée de venir en renfort aux zones de police, sur réquisition des autorités régionales, dans les zones sensibles ou disputées. Cette CPS aura un double impératif de disponibilité et de mobilité.

**DROITE POPULAIRE** veut également instaurer une politique migratoire et d'asile stricte en durcissant tant l'accès au territoire que le regroupement familial. Avec un refoulement et une expulsion rapide de toutes les personnes en situation illégale.

***OSEZ MOINS D’ÉTAT, MOINS DE BUREAUCRATIE, MOINS D’IMPÔTS, MAIS PLUS DE BIEN-ÊTRE ET DAVANTAGE DE POUVOIR D’ACHAT***

**Lisez, téléchargez et diffusez notre programme**

[**www.droitepopulaire.be**](http://www.droitepopulaire.be)